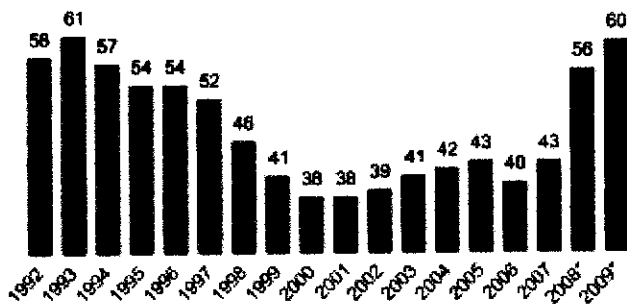


Les faillites devraient avoir augmenté de 12% en 2008 en France

[09/12/08 - 15H13 - actualisé à 15:42:00] 1 commentaires

Les chiffres d'Euler Hermès font apparaître une hausse sans précédent depuis 1992. Les défaillances ont augmenté de 19% dans la construction, de 20% dans les transports et de 41% dans l'immobilier.

Les défaillances annuelles d'entreprises



Source : Insee - Chiffres en milliers - * Prévisions Euler Hermès

Le nombre de faillites en France devrait augmenter de 12% en 2008, une hausse sans précédent depuis 1992, et les perspectives pour 2009 ne sont pas meilleures, estime l'assureur crédit Euler Hermès. Après une hausse de 6% en 2007, le nombre de défaillances d'entreprises s'est accru de 12% sur les dix premiers mois de 2008, à plus de 46.000, écrit Euler Hermès dans son bulletin économique paru mardi. "Le nombre de procédures collectives devrait atteindre la barre des 56.000 (+12%) à la fin de l'année, niveau le plus élevé depuis dix ans et la plus forte augmentation depuis 1992," ajoute-t-il.

Pour 2009, Euler Hermès voit ce chiffre grimper de 12% également à 60.000, proche du record historique de 1993. La hausse des défaillances d'entreprises prévue en France en 2008 et 2009 reste cependant inférieure au bond de 25% que l'assureur crédit anticipe dans l'ensemble du monde en 2008 et 2009, une projection annoncée le 24 novembre et confirmée dans son bulletin semestriel.

La croissance économique de la France sera inférieure à 1% cette année, estime la direction des études économiques d'Euler Hermès, après avoir atteint 2,1% en 2007, année où le nombre de défaillances avait atteint 50.000 sur 2,6 millions d'entreprises du secteur marchand, soit un taux de défaillance de 1,9%.

"Le tassement de la consommation des ménages, le retournement du marché immobilier, la baisse des carnets de commandes industrielles et le resserrement des conditions de crédit ont pesé lourdement sur la situation financière des entreprises", note le Bulletin. "Les marges des entreprises s'érodent, les délais de paiement s'allongent, entraînant une accélération des

défauts de paiement et des défaillances d'entreprises."

+41% dans l'immobilier, +19% dans le BTP

Ce sont logiquement les secteurs dépendant de la consommation et de l'investissement logement des ménages qui sont les plus durement affectés. Les défaillances ont ainsi augmenté de 19% cette année dans la construction et de 41% dans l'immobilier. Les transports (+20%) souffrent quant à eux de la baisse des volumes transportés après avoir été pénalisés par l'envolée des cours du pétrole. Dans l'hôtellerie-restauration et le commerce de détail, deux secteurs touchés par le tassement des dépenses des ménages, la sinistralité atteint respectivement 25% et 21%.

Dans l'industrie, au contraire, les défaillances se sont stabilisées en janvier-octobre par rapport aux dix premiers mois de 2007, à 3.870 (-0,2%), mais avec une augmentation inquiétante pour les groupes importants en termes de chiffre d'affaires (plus de 15 millions d'euros) et d'emplois.

"La moitié des défaillances importantes intervenues en 2008 exercent leur activité dans l'industrie," note Euler Hermes.

En octobre, la faillite de la Camif (vente par correspondance) a fait grand bruit en laissant 890 employés sur le carreau mais elle ne se classe qu'en quatrième position par le chiffre d'affaires (360 millions d'euros), derrière Groupe Lero (services automobiles, 1,01 milliard d'euros de C.A.), Groupe Cauval (fabrication de meubles, 650 millions) et Ares (informatique, 412 millions).

De manière générale, la grande masse des défaillances reste constituée de très petites entreprises souvent de création récente, mais le nombre de procédures concernant des entreprises de plus de 200 salariés a augmenté de 30% cette année.

Pour 2009, Euler Hermes s'attend à la poursuite de conditions économiques difficiles qui risquent d'alourdir les difficultés de paiement des entreprises et d'accélérer la remontée des défaillances. "Malgré les mesures annoncées par les pouvoirs publics pour soutenir la croissance et favoriser l'accès au financement, le retour de la croissance prendra du temps," écrit l'assureur crédit qui table sur un PIB étale.

La France compte quelque 2,6 millions d'entreprises industrielles, commerciales ou de services, dont la moitié n'emploie aucun salarié et 2,2 millions emploient de zéro à neuf salariés. En comprenant les secteurs agricole et financier, le nombre d'entreprises atteint 3,6 millions. (avec Reuters)

1 commentaires

Réagir à cet article

Tous droits réservés - Les Echos 2009